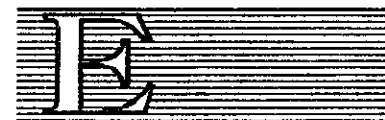




NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.: LIMITEE

E/ECA/POP/APC.3/92/5
2 novembre 1992

Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Troisième Conférence africaine
sur la population

Réunion des Experts

Dakar, Sénégal
7-10 décembre 1992

Nouvelles Questions
**NOUVEAUX SUJETS EN POPULATION, NOUVELLES
ORIENTATIONS ET STRATEGIES**

I. INTRODUCTION

1. Le continent africain ^{1/} traverse une grave situation économique et sociale dans laquelle il se débat dans un contexte de croissance démographique sans précédent, dont les effets ont été encore soulignés récemment par le Secrétaire général des Nations Unies lui-même ^{2/} dans son agenda pour la Paix. Il convient de rappeler les problèmes d'urbanisation trop rapide, de distribution déséquilibrée de la population, d'élargissement du fossé entre les riches et les pauvres, de l'insatisfaction massive de besoins fondamentaux, comme la santé, l'emploi, l'éducation, le logement, sans mentionner les calamités naturelles ou dues à l'homme. Les performances des économies africaines sont loin de répondre à ces défis, ce qui laisse peu de marge à l'optimisme et augure d'un avenir plutôt sombre. La mise en place de programmes d'ajustement structurel s'accompagne de sacrifices qui touchent les groupes les plus vulnérables et de mesures d'austérité qui réduisent de façon drastique les moyens d'investissement et de fonctionnement mis à la disposition des secteurs dits sociaux, comme l'éducation et la santé.

2. Dans ce contexte, lorsque l'on parle de nouveaux sujets en population, il s'agit presque d'un euphémisme, tant en fait, les problèmes liés à ces questions ont toujours existé dans diverses sociétés. Evoquant l'expansion de la population en Afrique, le Population Reference Bureau ^{3/} suggère le titre de "vieux problèmes et nouvelles politiques". Cette vision peut amener à resituer la relation entre population et développement dans un contexte plus large et les multiples recherches sur la question font découvrir des domaines inexplorés. Il s'agit donc plutôt d'aspects ignorés, négligés insuffisamment expliqués jusqu'à présent que l'on cherche à mettre en valeur et à présenter aux hommes de décision, étant entendu que ces questions ont été abordées depuis longtemps déjà par les spécialistes. Il paraît utile que les décideurs soient alertés sur la nécessité de les traiter comme partie intégrale du processus de planification, s'ils cherchent à avancer vers un meilleur développement et une meilleure prise en compte de sa relation avec les questions de population.

3. Parmi les nombreuses questions que l'on pourrait passer en revue dans ce document, il paraît indiqué de se limiter aux domaines suivants : la détérioration de la situation sanitaire, la persistance de la fécondité élevée, les questions dérivant de la structure de la population, la dégradation de l'environnement, le SIDA et le problème de l'allègement de la pauvreté.

^{1/} E/ECA/CM.16/34: les questions de population dans les Etats membres de la CEA au cours des années 1990.

^{2/} Boutros Boutros-Ghali: Agenda pour la Paix, Nations Unies, 1992.

^{3/} Population Reference Bureau: Africa's expanding population: old problems, new policies, Population Bulletin, vol 44, no 3, November 1989.

II. REVUE DE QUELQUES PROBLEMES

1. Détérioration de la situation sanitaire

4. Dans le domaine de la santé, le retard pris par l'Afrique est connu. Selon le Rapport Mondial sur le Développement humain ^{4/} les dépenses de santé publique représentent moins de un pour cent des Produits nationaux Bruts, déjà très bas, de la plupart des pays africains. Parmi eux, rares sont ceux dont plus de la moitié de la population a accès aux services de santé. Pendant longtemps, ce secteur est resté le parent pauvre des budgets gouvernementaux. Les moyens limités devaient aller vers des actions productives à rendement immédiat au détriment de l'investissement dans les hommes. De plus, par tradition, dans bien des pays, il était commun de penser que la santé relevait de la médecine curative, fort coûteuse, ce qui décourageait les décideurs d'entreprendre des actions d'investissement dans ce secteur. Le renversement de cette vision vers une optique de santé publique a été contrarié par la crise économique et la mise en place des programmes d'ajustement structurel, empêchant ou rendant difficile la mise en place de politiques de santé et de prévention des grandes endémies.

5. Le processus de dégradation de la situation sanitaire dans certains pays résulte de plusieurs facteurs, dont la croissance démographique trop forte. En effet, à la demande de santé résultant des retards passés vient s'ajouter un accroissement de demande dû à cette croissance, rendant ainsi les gouvernements, les communautés et les familles incapables de répondre correctement et suffisamment, créant alors une rareté et un renchérissement des prestations servies par le secteur privé.

6. De même, les espoirs placés dans la prévention et l'éducation sanitaire des populations n'ont pas toujours donné les résultats escomptés, à cause précisément de la rapidité d'évolution de la demande, du besoin de continuité et d'élargissement dans les efforts consentis et de l'existence d'un environnement favorable, comme la disponibilité d'eau potable, celle d'une nutrition acceptable, de meilleures conditions pour les mères en couches ou en période d'allaitement. Ainsi, le raccourcissement du temps d'allaitement naturel, avec le recours à l'allaitement artificiel, a eu comme conséquences à la fois de raccourcir les intervalles entre naissances et d'augmenter la morbidité et la mortalité des enfants en bas âge.

7. Une des conséquences de l'évolution vers moins d'offre de prestation de santé publique a été un plus grand recours à des pratiques de soins traditionnels, plus aléatoires, dont l'efficacité au regard de l'amplitude des problèmes posés reste à voir.

8. Quoique le rôle de la santé comme investissement valorisant les ressources humaines soit de plus en plus reconnu, beaucoup de pays ne sont pas équipés pour fournir des prestations sanitaires adéquates, pour promouvoir une véritable éducation sanitaire, pour lutter contre les endémies comme le SIDA, pour diminuer leur dépendance médicamenteuse forte consommatrice de rares devises.

2. Persistance de la fécondité élevée

9. Selon le schéma de la transition démographique, la tendance est à une baisse généralisée de la fécondité dans le monde, sauf en Afrique. Il est connu que dans certains

^{4/} PNUD: Rapport mondial sur le développement humain, 1991

pays la baisse a commencé depuis au moins deux siècles, en même temps que l'industrialisation. Dans d'autres pays, elle est à la fois plus récente et de plus grande amplitude.

10. L'Afrique ne devrait pas faire exception, même si elle tarde à suivre. De ce fait, sa croissance démographique soutenue lui donne un handicap par rapport aux autres régions, particulièrement en termes d'arbitrage des investissements dont la plus grosse partie doit aller vers les besoins de consommation d'une population croissante au lieu de servir à l'élargissement du système productif et à la mise en place d'une infrastructure manquante pour soutenir le système productif.

11. Parmi les conséquences les plus préoccupantes du maintien de la fécondité à des niveaux élevés, on peut aussi relever ceux de la santé des mères et des enfants, notamment le risque de mortalité maternelle et infantile lié aux mauvaises conditions pour les accouchements.

12. Le passage en revue des facteurs qui déterminent la fécondité et sa tendance ^{5/}, suivant le document de base préparé par les chercheurs de l'IFORD ^{6/} et d'autres auteurs ^{7/} montre que ce retard de l'Afrique dans l'amorce de la baisse de sa fécondité n'est, en dernier ressort, que le reflet de ses faibles performances et du poids des problèmes de crise structurelle aux quels elle doit faire face. Le poids de l'histoire, les facteurs économiques et socio-culturels, comme nous le rappellent les spécialistes comme Kamuzura et autres ^{8/}, ne peuvent pas être purement et simplement mis de côté. On peut alors se demander si une variation dans un de ces déterminants, sur lequel on aurait concentré tous les efforts^{9/} peut amener un changement significatif dans les niveaux de fécondité. Rien n'est sûr, sauf à penser que par suite des efforts consentis dans la généralisation et l'approfondissement des

^{5/} E/ECA/PSD./26 : niveaux, schémas, différences et tendances de la fécondité dans quelques pays africains, CEA, mars 1988.

^{6/} POP/APC3/92/Inf10: Persistance élevée de la fécondité en Afrique et ses conséquences, (Evina Akam, Kouton Etienne et Rwenge Mburano) IFORD 1992.

^{7/} voir notamment :

- i) Loza, Sarah : Women, fertility and family planning in Africa, in African Population Conference, Dakar, 1988, International Union for the scientific study of Population).
- ii) E/ECA/PSD.5/26 : niveaux, schemas, différences et tendances de la fécondité dans quelques pays africains. 1987

^{8/} Kamuzora, C. Lwechungura: survival strategy: the historical and economic roots of an african high fertility culture in the cultural roots of African fertility regimes: Proceedings of the Ife conference, feb 25-march 1, 1987

^{9/} et si cela était possible, on consentirait les efforts sur le déterminant le plus important et/ou sur les deux ou trois premiers en importance.

programmes de planification familiale, les comportements et les normes familiales finiront par évoluer dans le sens d'une certaine réduction de la fécondité.

13. Toutefois on a relevé la faible efficacité des programmes de planification familiale en Afrique, à part quelques exceptions (Botswana, Kenya, Tunisie, Zimbabwe par exemple). Parmi les raisons avancées, on peut citer: la qualité insuffisante des services offerts; le manque de conviction des personnels; l'absence de motivation des populations et celle de volonté politique chez les décideurs.

14. En attendant, il faut cependant rappeler que les performances récentes des économies africaines n'incitent pas non plus à l'optimisme. De larges couches sociales, parmi les plus nombreuses, vivent au seuil minimum de survie. Les stratégies qu'elles mettent en oeuvre ne peuvent pas laisser place à des comportements favorables à l'espacement des naissances. Les préoccupations et les priorités des familles sont ailleurs. Les normes sociales en faveur d'une nombreuse descendance jouent pour elles un rôle de protection, même si les comportements et leurs résultats ont des effets contraires aux attentes.

15. Les changements de la fécondité impliquent des mesures et des efforts de long terme. L'exemple de certains pays africains où semble s'amorcer une baisse rapide de la fécondité permet d'identifier les conditions qui ont permis cette transition de la fécondité à savoir: une meilleure scolarisation des femmes; une évolution de leur statut et rôle économique; des programmes de planification familiale impliquant l'accord et la participation communautaire.

3. Structure de la population et ses conséquences

16. Plusieurs auteurs se sont intéressés à la structure de la population et à ses conséquences. Les chercheurs de l'IFORD^{10/}, parmi d'autres, rappellent l'extrême jeunesse de la population africaine, dont les moins de 15 ans représentent entre 40 et 45 pour cent, proportion en baisse dans les sous-régions sud et nord, par suite de l'amorce de la baisse de la fécondité, mais constante ailleurs jusqu'au moins vers la fin du siècle.

17. La structure par âge de la population a des effets sur les effectifs d'enfants et de vieux à charge, c'est à dire sur les taux de dépendance, sur la proportion des effectifs d'âge actif et celle des femmes en âge de procréation. Pour chacune de ces sous-populations, des problèmes spécifiques se posent.

i) Ainsi, à cause de l'élargissement de la base de la pyramide des âges résultant d'une fécondité élevée, la proportion d'enfants est trop forte pour que le système éducatif puisse répondre correctement à la demande. On se trouve dans la situation où les parents mettent de l'espoir dans leurs enfants pour améliorer leur situation plus tard, mais ces derniers ne peuvent pas être admis dans les écoles, ou alors ne peuvent pas recevoir un enseignement approprié à cause du surnombre des élèves.

ii) L'extrême jeunesse de la population constitue une source de dynamisme démographique qui fait que même si la fécondité baisse, la nuptialité reste forte et le nombre de naissances continue à augmenter pendant une certaine période. C'est pourquoi

^{10/} POP/APC.3/92/Inf.11: Conséquences de la structure de la population en Afrique, par M. R. Mfoulou, B. Salanave, G. Tati, IFORD, 1992.

l'augmentation de l'âge au mariage, couplé avec d'autres moyens d'espacement des naissances, constitue un bon moyen de régulation de la fécondité.

18. Cette jeunesse influe également sur les taux de mortalité. La chance de survie augmente de manière significative après l'âge de cinq ans. Il en résulte qu'avec la baisse généralisée de la mortalité au cours des récentes décades, le taux de mortalité de certains pays est tombé au-dessous de celui des pays développés, même si l'espérance de vie à la naissance est encore basse.

iii) Il est beaucoup question de vieillissement des populations. Comment se pose le problème dans les sociétés africaines. Il est vrai que la proportion de personnes âgées est faible, mais le nombre absolu de vieux tend à augmenter comme résultat de l'essor démographique passé. Peut-on dire alors que l'Afrique a des problèmes de vieux sans connaître le vieillissement?

19. Il est nécessaire de faire face à ces problèmes, même si en Afrique la solidarité familiale permet d'éviter la marginalisation des personnes âgées. Avec les changements sociaux, induits par l'industrialisation, la monétarisation et l'accroissement des échanges commerciaux, il faudrait s'attendre à ce que des comportements moins conviviaux apparaissent, qui se rapprochent de ceux des sociétés de consommation avec les effets connus sur la prise en charge des vieux.

20. Une question, souvent débattue, est relative aux effets de la baisse de fécondité sur la structure par âge et de l'accroissement de la proportion de personnes âgées. Bien souvent, on en tire argument pour s'opposer à toute baisse de la fécondité, sous ce prétexte qu'elle amène au vieillissement. S'il est vrai que dans les populations qui ont achevé leur transition démographique, ce phénomène a eu lieu. Mais il ne faut pas négliger la force de l'élan démographique et la durée nécessaire pour que le vieillissement apparaisse. Il est ainsi raisonnable de soutenir que dans les conditions actuelles des pays à forte fécondité, le vieillissement de risque pas de poser problème de si tôt.

21. Enfin la notion de vieillissement elle-même demande à être débattue et reconsidérée, au-delà de sa simple définition de proportion d'individus en âge de retraite. On constate en effet que les sociétés réputées 'vieilles' ne manquent ni de dynamisme économique, ni d'esprit d'innovation, ni de performances productives remarquables. Que dire des sociétés dites jeunes, comme en Afrique, qui se débattent dans des problèmes insurmontables et dont les performances sont loin des attentes et des espoirs mis en elles?

4. Dégradation de l'environnement

22. L'étude de la relation entre population, environnement et dégradation des terres, qui dans certains pays aboutit à la désertification, a fait l'objet de nombreux travaux et débats. Le récent Sommet de la Terre à Rio a permis de faire le point sur la question et de souligner la relation réciproque entre la dégradation de l'environnement et la pression démographique. Comme l'a souligné Dr N. Sadik^{11/} dans un rapport du FNUAP (1991) ce sont les deux extrêmes dans l'échelle des revenus qui dégradent l'environnement : les riches par surconsommation et les plus pauvres pour la survie. Il se trouve que ces derniers occupent,

^{11/} FNUAP: Population et environnement: les défis, 1991.

en général, des zones fragiles, semi arides ou arides, comme au Sahel, qui nécessitent de gros efforts pour arrêter le processus de dégradation.

23. En Afrique, la Conférence des ministres africains de l'environnement à Kampala (1989)^{12/} et les travaux préparatoires au Sommet de la Terre de Rio, notamment les réunions du Caire (1991) et d'Abidjan (1991) ^{13/} ont souligné les spécificités de l'Afrique en matière d'environnement. Il suffit de rappeler seulement quelques faits saillants.

24. La distribution de la population en Afrique est très déséquilibrée, ce qui a un effet direct sur la conservation des ressources et de la nature. En effet, la population urbaine est le plus souvent concentrée dans un seul centre principal, qui draine vers lui les ressources épuisables comme le bois, de sorte que le déboisement se fait dans un cercle de plus en plus large autour de ce centre, sans efforts suffisants de reboisement et de renouvellement de la forêt. Ces efforts devraient, d'ailleurs, aboutir non seulement au renouvellement des ressources détruites, mais également à leur accroissement pour faire face à celle de la demande induite par la croissance démographique.

25. De plus, le taux d'accroissement de la population urbaine, avoisinant souvent les cinq pour cent, c'est à dire un doublement en moins de quinze ans, est trop fort pour permettre un accroissement de même grandeur des ressources consommables. Il va sans dire que cette situation engendre, en matière d'exploitation de ces ressources, des pratiques non contrôlables et non conformes aux plans et programmes de conservation gouvernementaux, ce qui accélère leur épuisement malgré toute bonne politique qui peut être mise en place.

26. Il paraît difficile en l'état actuel d'assurer à la fois le renouvellement et l'accroissement des ressources. Par exemple, selon la FAO, la déforestation est trente fois supérieure, au reboisement. Ainsi, le manque de bois va continuer à constituer un problème majeur en Afrique, aussi bien pour la consommation individuelle que pour les autres activités de production et de construction. On estime que vers l'an 2000, les deux tiers environ de la population va souffrir de manque de bois.

27. L'érosion des sols, leur appauvrissement et leur incapacité de retenir les eaux de ruissellement accélère la dégradation de l'environnement et par conséquent la désertification. Ce facteur, ajouté aux variations climatiques incontrôlables, est accéléré par le surpâturage et la surexploitation des terres pour nourrir une population croissante, avec les techniques disponibles dont l'usage des feux de brousse et l'abandon progressif de la jachère longue.

28. Il apparaît que la population, dans sa dynamique et sa répartition, et l'environnement sont en relation réciproque. La dégradation de ce dernier, combiné à une croissance trop rapide de la population, accroît la vulnérabilité des populations africaines, accélère l'appauvrissement de leur potentiel et risque de menacer même leur survie. Une réponse se trouve dans l'exode massif vers les centres urbains, ce qui constitue un palliatif provisoire, et complique les problèmes d'approvisionnement, de santé, de sécurité, avec leurs conséquences sur les choix politiques et l'organisation de la société civile.

^{12/} ECA/NRD/ARED/M.C.3 : Report of the African Regional Conference on Environment and Development. 1991

^{13/} E/ECA/CM.18/CRP.1: La Position commune africaine sur le programme africain pour l'environnement et le développement. 1991

5. SIDA

29. La propagation du syndrome immunitaire de déficience acquise, en Afrique, se fait de manière inquiétante, alors que la prise de conscience de l'ampleur de l'épidémie, même si elle a commencé, ne semble pas produire des réactions en proportion. En effet, il y a quelques années, lorsque l'endémie a été identifiée parmi des populations marginales hors d'Afrique et que les premiers cas ont été déclarés dans des villes portuaires, on avait pensé que les populations à risque pourraient être rapidement contrôlées. Il n'en a été rien. Le mode de propagation hétérosexuel est devenu la règle plutôt que l'exception et le virus a vite trouvé le chemin des populations rurales. Les conséquences de cette évolution sont proprement terrifiantes sur la force de travail, les femmes en âge de procréation et sur les enfants en bas âge, à la fois du point de vue de leur contamination par la mère et à cause de l'accroissement d'orphelins des deux parents.

30. A terme, si l'endémie n'est pas enrayerée, des sociétés touchées dans leur force vive, risquent de disparaître purement et simplement, faute de bras pour assurer leur subsistance. a cause du poids trop fort de personnes à prendre en charge, il y a risque d'accélération d'autres maladies et de généralisation de malnutrition et de famine parmi les enfants et les personnes âgées.

31. On peut s'interroger sur les conséquences de l'épidémie sur la famille et la réponse de celle-ci. Selon le Conseil National de la Recherche des Etats Unis d'Amérique^{14/} il n'est pas clair de savoir si la famille étendue va pouvoir répondre aux charges nouvelles induites par les orphelins, qui sont souvent l'objet de rejet et de marginalisation. Peu de travaux sont conduits sur ces questions. Le document cité en référence fait allusion à des observations au Zaïre et en Ouganda. Dans un premier temps, il est possible que les règles de solidarité familiale jouent. Mais avec la propagation rapide de l'épidémie, des comportements de rejet se manifestent, renforcés par la disparition des personnes les plus aptes à travailler et à pourvoir aux besoins de la famille. Dans bien des cas, les femmes se voient chargées de nouvelles responsabilités pour assurer la survie.

6. Allégement de la pauvreté

32. La notion de pauvreté fait l'objet de nombreuses discussions, y compris autour de la définition du concept. Il est vrai qu'il s'agit de notion toute relative. Il n'est pas utile de s'étendre ici sur ces questions. Tout le monde s'accorde pour dire que la pauvreté est liée au niveau des revenus et au caractère de leur répartition dans une société ^{15/}. Le Rapport sur le Développement Humain (op. cité, 1991) estime le nombre de pauvres en Afrique à près de 360 millions, soit 30 pour cent du total mondial. Quoique l'Asie dépasse l'Afrique, en nombre absolu, on s'attend à un renversement d'ici l'an 2000.

33. Dans une phase d'économie en expansion, comme celle qu'a connue l'Afrique au cours des années 60 et 70, les occasions de trouver à s'employer et à tirer des revenus pour subvenir aux besoins familiaux ne manquaient pas. De plus, les gouvernements dont les ressources dérivait d'une activité soutenue du pays, ont la possibilité de financer des

^{14/} National Research council: AIDS in Sub-Saharan Africa, Summary of a Planning Meeting, committee on Population, Washington D.C, 1992

^{15/} Ismail Serageldin: Poverty, adjustment and growth in Africa, World Bank, 1989.

programmes sociaux en faveur des pauvres, de subventionner des produits de première nécessité comme la nourriture ou l'énergie.

34. Dans la phase de crise, comme celle que connaissent les économies africaines depuis les années 80, les couches pauvres sont les premières touchées. Du reste leurs effectifs s'accroissent d'anciens ouvriers licenciés ou de petits commerçants, transporteurs ou entrepreneurs en faillite. C'est précisément au moment où ces catégories ont le plus besoin du soutien de l'Etat pour se maintenir en activité, que ce dernier ne peut plus répondre.

35. On a soutenu, à la suite de Malthus, que la pauvreté engendre un accroissement de la fécondité. Cette thèse, à la mode dans le passé, ne semble plus avoir des adeptes. Un des plus récents auteurs, Claude Meillassoux (1991) ^{16/} et Ester Boserup ^{17/} ont remis le débat inachevé dans sa perspective. La croissance démographique peut être à la fois une chance et un handicap.

36. Il se trouve que l'Afrique a connu au cours de ce dernier demi-siècle une croissance rarement égalée dans l'histoire de l'Humanité. Par ailleurs, il est établi que la fécondité est plus élevée dans les couches les plus pauvres de la société. Ce phénomène universel trouve son explication, en partie, dans l'espoir que représente la venue d'un nouvel enfant comme source future de main d'œuvre, de revenu et de sécurité dans les vieux jours. Il constitue un réponse de survie à des situations précaires résultant de nombreux facteurs, sur lesquels les décideurs ultimes, à savoir les couples concernés, n'ont aucun pouvoir, ni même une certaine conscience.

37. Dans les couches pauvres de la société, il est connu que l'idée d'espacement des naissances ne reçoit pas une large acceptation de sorte que dans le contexte actuel de l'Afrique, il n'est pas évident que les efforts de promotion de la planification familiale réussissent, si par ailleurs, les conditions de vie restent précaires et que le minimum vital n'est pas assuré.

III. REPONSES

38. Déjà en 1984, les gouvernements africains avaient pris date en adoptant le programme d'action de Kilimanjaro sur la Population et le développement auto entretenu. Cependant les événements n'ont pas permis à bon nombre d'entre eux de mettre en oeuvre effectivement les recommandations de ce Programme. Entre temps, les problèmes se sont compliqués à cause de la conjoncture internationale. Mais il serait inopportun de céder au pessimisme, si la volonté politique existe d'intervenir à la fois pour gérer les situations d'urgence, pour réhabiliter les économies et pour tracer les voies d'un développement durable à long terme.

39. La réponse, par exemple, à la pauvreté réside dans les actions d'amélioration significative du niveau et des conditions de vie pour introduire un minimum de sécurité permettant aux individus et aux couples d'envisager l'avenir avec un certain confort. Cette lutte passe par une relance de l'économie, comprenant la mise en place de reprise des

^{16/} Claude Meillassoux : La leçon de Malthus: le contrôle démographique par la faim, les spectres de Malthus (ORSTOM/CEPED, Paris, 1991)

^{17/} Ester Boserup: causes and effects of disequilibrium in food production, ibid pp 33 sq.

investissements productifs et d'infrastructure, la production et la consommation interne, par la création d'emplois générateurs de revenus, et par une politique redistributive plus équitable. La lutte contre une croissance démographique trop forte fait appel à des instruments d'une autre nature, quoique conditionnés par les premiers.

40. D'autres réponses existent également. Ainsi, même si plusieurs pays ne peuvent pas s'en sortir sans recours à l'aide étrangère, la réduction des conflits et les économies réalisées ainsi peuvent permettre de dégager des ressources bien utiles aux secteurs économique et social.

41. Dans le domaine de la santé et de la lutte contre le SIDA, une politique de santé publique, basée sur la prévention et l'éducation sanitaire mobilisant le peu de moyens existants, peut avoir des résultats rapides. A cet égard, la mise en oeuvre de programmes de planification familiale dans le cadre de la protection maternelle et infantile, pour répondre à une demande déjà existante et en accroissement rapide, s'inscrit dans le même ordre d'idées.

42. Il est vrai que certaines des actions de ce genre n'ont pas connu par le passé le succès attendu. Mais il faut insister sur les nouvelles pratiques de la société civile, par le multipartisme et la démocratisation de la vie publique, pour mieux impliquer les intéressés. Force est de constater qu'il serait regrettable de répéter les erreurs passées de programmes administrés par des institutions publiques sans l'avis et sans l'adhésion des populations concernées. Une plus grande responsabilité de ces dernières devrait amener une plus grande prise de conscience et améliorer les chances de succès des programmes.

IV. CONCLUSION

43. Cela ne veut pas dire pour autant que les problèmes se régleront d'eux-mêmes. Dans bien des cas, une assistance extérieure est la bienvenue. Elle ne doit cependant pas constituer un substitut à l'action du pays lui-même. Si tel est le cas, il se développe une accoutumance qui rend les efforts postérieurs à l'assistance plus difficiles à fournir et plus aléatoires pour la consolidation des progrès.

44. Par ailleurs, le débat reste ouvert sur l'amplitude et l'impact de l'assistance reçue, au regard des besoins, non seulement dans le domaine de la population où le FNUAP accorde la priorité à l'Afrique, mais également dans d'autres secteurs du développement social et des ressources humaines. Une assistance servie au gré des donateurs selon leurs propres critères et leurs objectifs politiques et visant à supporter les secteurs qu'ils considèrent eux-mêmes comme prioritaires risque d'aboutir à des distorsions et de ne pas avoir l'impact maximum recherché au départ. La session spéciale de l'Assemblée Générale des Nations Unies consacrée à l'Afrique ^{18/} a bien fait des recommandations dans ce sens. Il serait utile d'évaluer la mise en oeuvre de telles recommandations, dans le cas particulier des activités de population et de support aux secteurs connexes.

^{18/} General Assembly, Official Records: Thirteenth special session, supplement no. 2 (A/S-13/16) New York, 1986.

45. Les gouvernements africains réalisent la gravité de la situation que doivent également partager leurs populations. Il s'agit, par la volonté politique individuelle et collective, de la prendre en charge et d'agir dans le bon sens. La survie des populations de l'Afrique est à ce prix.

46. Mais les difficultés semblent provenir de l'incapacité, faute d'une bonne compréhension de la relation entre population et développement, à intégrer les variables et processus démographiques dans leurs plans, de tenir compte de leurs conséquences et de persuader les décideurs à faire les bons choix pour arrêter la continuation de la détérioration des conditions sociales. A cet égard, beaucoup reste à faire.